



ARRETE DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC « ACTIVITE ZUMBA » - DOMAINE PUBLIC MUNICIPAL – TERRASSE BASE NAUTIQUE DES MARINES DE COGOLIN – SANTEFITKIDS

Le Maire de la Commune de COGOLIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2213-6,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L2121-1, L 2122 -1 et suivants, L2132-2,

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L 113-2, L 141-2, R 116-2, et le Chapitre VI du Titre 1er du Livre 1er,

Vu le Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-5,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2022/10/11-3 du 11 octobre 2022 approuvant le règlement de voirie communale,

CONSIDERANT la demande d'occupation du domaine public présentée par l'association SANTEFITKIDS représentée par [REDACTED]

CONSIDERANT qu'il y a lieu de définir les modalités administratives et techniques relatives à cette occupation.

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'association SANTEFITKIDS représentée par [REDACTED] dont le siège social est établi COSEC Marcel COULONY, 45 rue des Mines à COGOLIN, association enregistrée en Préfecture du Var sous le n° W831011414 est autorisée à occuper le domaine public communal situé sur la terrasse de la Base Nautique municipale.

Le type d'activité autorisée est le suivant : « activité de loisirs – ZUMBA FITNESS ».

L'occupation du domaine public étant consentie à titre exclusif et l'occupant étant autorisé à exercer sur le domaine public son activité associative, le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de cette occupation du domaine public d'un point de vue administratif et technique.

Il définit également les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des principes de la domanialité publique, à occuper à titre précaire et révocable, l'emplacement défini à l'article 2.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DE L'EMPLACEMENT

L'occupant est autorisé à occuper la terrasse située devant la Base nautique Municipale.

La superficie de l'emplacement ne dépassera pas l'emprise de la terrasse².

Il est expressément convenu et accepté par l'occupant que la Commune pourra à tout moment, notamment pour des motifs liés à l'intérêt général, modifier la localisation de l'emplacement.

Ce déplacement n'ouvre droit à aucune indemnité pour l'occupant.

HOTEL DE VILLE

Place de la République 83310 Cogolin

Tél : 04 94 56 65 45 - Fax : 04 94 54 03 91

Les accessoires annexes doivent impérativement être placés à l'intérieur du périmètre alloué et en dehors du domaine public maritime.

Le type d'activité autorisé est le suivant : « **activité de loisirs – ZUMBA FITNESS** ».

L'occupant ne peut affecter les lieux à une destination autre que celle précisée ci-dessus.

Tous les équipements nécessaires à l'exploitation de l'emplacement sont à la charge de l'exploitant.

L'occupant prend dans son état, au jour de l'entrée en vigueur de la présente convention le domaine public visé ci-dessus. Il est réputé avoir connaissance des lieux, de ses avantages et inconvénients. Il ne pourra mettre en cause la Commune pour quelque vice que ce soit, affectant le sol ou le sous-sol.

ARTICLE 3 : CONSERVATION, ENTRETIEN DES LIEUX ET GESTION DES DECHETS

L'occupant maintient constamment en parfait état de propreté et d'entretien l'emplacement support de son activité, ses équipements annexes dans des conditions assurant l'hygiène, la sécurité et la salubrité publiques.

Les installations et leurs abords doivent toujours présenter un caractère soigné.

Les déchets éventuels, issus de l'activité de l'occupant, devront être évacués et acheminés par l'occupant lui-même dans les conteneurs prévus à cet effet. Il est formellement interdit à l'occupant d'entreposer ses déchets en tas à côté de son emplacement.

ARTICLE 4 : DUREE

La convention entre en vigueur à compter de la date de signature de celle-ci.

La durée d'exploitation est du 19 juin au 31 août 2024 de 19h30 à 20h30.

La durée d'autorisation d'exploitation est consentie pour tous les mercredis de la saison estivale 2024

L'autorisation d'occupation est conférée à titre précaire et révocable. Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction. L'occupant ne pourra en aucune manière et sur quelque fondement juridique que ce soit se prévaloir d'un droit au maintien sur l'emplacement ou au renouvellement de l'arrêté.

ARTICLE 5 : NATURE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

L'autorisation est conclue sous le régime des occupations du domaine public aux associations, non constitutif de droits réels. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif et notamment des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques.

La présente autorisation ne confère à l'occupant, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucuns droits ou avantages reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial.

Elle est conclue intuitu personae. Ainsi, l'occupant occupera lui-même l'emprise concernée qui ne peut en aucun cas être cédée, sous-louée à un tiers, faire l'objet d'une activité commerciale ou plus généralement être donnée en jouissance totale ou partielle à un tiers.

L'occupation se fera dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public ni la quiétude des habitants du voisinage. A cet égard, les nuisances lumineuses, sonores et olfactives sont proscrites.

ARTICLE 6 : RISQUES D'EXPLOITATION

La commune décline toute responsabilité concernant d'éventuels actes de malveillance ou des dommages subis par l'exploitant du fait des dégâts causés par des événements naturels ou climatiques.

HOTEL DE VILLE

Place de la République 83310 Cogolin

La commune pourra exiger la fermeture temporaire de l'activité, pour des motifs tirés de l'intérêt général, sans que l'occupant ne puisse exiger de la commune le versement d'une indemnité pour perte d'exploitation.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'OCCUPATION

La présente convention d'occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 : SUSPENSION TEMPORAIRE ET RESILIATION

8-1 – A l'initiative de la Commune

Le présent arrêté peut être suspendu de plein droit par la Commune, par lettre recommandée avec accusé réception, précisant la durée de la suspension, dans les cas suivants :

- Nécessité de procéder à des travaux,
- Manifestation exceptionnelle,
- Motif d'intérêt général.

La Commune s'engage à respecter, sauf urgence, un délai de prévenance de 15 jours. Elle s'engage aussi à faire son possible pour qu'aucune suspension n'intervienne pendant la saison estivale.

L'autorisation peut être résiliée de plein droit par la Commune dans les cas suivants :

- Non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- Non utilisation effective du domaine public mis à disposition,
- Changement d'affectation ou utilisation différente du domaine public même provisoire sauf accord des parties,
- Liquidation judiciaire de l'occupant,
- Motif d'intérêt général sans faute de l'occupant.

En dehors de deux derniers cas, la résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception, 15 jours après une mise en demeure restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai. La décision de résiliation fixe le délai imparti pour quitter les lieux.

La résiliation à l'initiative de la commune pour quelque motif que ce soit n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité ou quelconque dédommagement.

8.2- A l'initiative de l'occupant

Le présent arrêté peut être résilié à l'initiative de l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet de la résiliation.

En cas d'arrêt ou de cessation de l'activité, la redevance payée ne sera pas remboursée par la Commune.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES

L'occupant supporte lui-même les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures causés, soit par lui-même ; soit par ses préposés ou par toute personne dont il est civilement responsable ; soit par ses biens et subis par les tiers ou lui-même ; soit par ceux qui lui sont confiés et dont il est détenteur à quelque titre que ce soit.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir de son fait ou des personnes agissant pour son compte, son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous les tiers pouvant se trouver dans les lieux objet de la présente ainsi que du fait de ses biens.

L'occupant devra entretenir la surface occupée qui devra présenter un état constant de propreté. Il ne devra jeter aucun détritrus au sol et n'endommagera pas le domaine public.

La Commune est déchargée de toute responsabilité en cas de disparition ou détérioration de matériel ou marchandises sur la parcelle du domaine public autorisée ainsi qu'en cas d'accidents survenus aux usagers ou aux personnels employés par le titulaire.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

L'occupant contractera à ces fins, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable la police d'assurance suivante :

- Une attestation d'assurance responsabilité civile le garantissant contre les conséquences de la responsabilité pouvant lui incomber en vertu du droit commun en raison des dommages corporels, matériels, ainsi que ceux, immatériels, qui en sont la conséquence, causés aux tiers, y compris les clients, du fait de l'activité exercée dans le cadre de la présente autorisation.

L'occupant fournira à la Ville l'attestation d'assurance correspondante.

ARTICLE 11

Madame la directrice générale des services, Monsieur le directeur de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée dans le recueil des actes administratifs.

Fait à COGOLIN, le 26 avril 2024

Le Maire,

Marc-Etienne LANSADE



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 8301 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr